

Note du chef de la sûreté fédérale en Cochinchine sur les réactions de l'opinion publique à l'égard de la formation du gouvernement central provisoire du Viêt Nam (Saïgon, 24 mai 1948)

Légende: Dans une note en date du 24 mai 1948, le chef de la sûreté fédérale en Cochinchine Robert Frances détaille les premières réactions de l'opinion publique à l'égard de la formation, le 27 mai 1948, du gouvernement central provisoire du Viêt Nam présidé par Nguyn Văn Xuân.

Copyright: (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/note_du_chef_de_la_surete_federale_en_cochinchine_sur_les_reactions_de_l_opinion_publicue_a_l_egard_de_la_formation_du_gouvernement_central_provisoire_du_viet_nam_saigon_24_mai_1948-fr-d1d7a553-2e0f-4cc8-9b10-ca0bfb982536.html



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

HC.-

Saigon, le 21 Mai 1948

COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE
FRANCAISE EN COCHINCHINE

SURETE FEDERALE

NOTE N° 6994⁵

pour Messieurs :

Subdivision I

- le COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE FRANCAISE
en COCHINCHINE, - SAIGON -
- le DIRECTEUR de la POLICE et de la SURETE
FEDERALES, - SAIGON -

CONFIDENTIEL
URGENT

Premières réactions de l'opinion à l'égard
de la formation du Gouvernement Central
Provisoire du Viet-Nam

*Reçu
à 14h. aux fins
de la page*

I.- Tendances générales de l'opinion.-

La décision prise le 20 mai par une assemblée de personnalités des trois "ky" de former un gouvernement central provisoire du Viet-Nam, et d'en confier la mission, avec la présidence, au Général NGUYEN VAN XUAN, avait été préparée suffisamment à l'avance, devant l'opinion, pour que celle-ci pût en éprouver une véritable surprise.

Néanmoins, les importantes modifications qui furent, durant la période précédente, apportées aux plans publiquement annoncés, avaient entretenu dans l'opinion une incertitude qui persista jusqu'au moment où l'assemblée du 20 mai se fut irrévocablement prononcée. Le sentiment que tout n'était pas encore réglé n'était d'ailleurs peut être pas sans fondement, à en croire ceux qui estiment que, sans le message final de l'ex-Empereur BAO DAI, l'assemblée eût pu ou bien ne pas aboutir, ou bien partager ses voix entre le Général XUAN et un autre candidat.

Quoiqu'il en soit, au sentiment d'incertitude, qui prévalut jusqu'à la fin, a succédé l'opinion que la journée du 20 mai aura sur l'avenir du pays des conséquences d'une amplitude encore indéterminée, mais en tout cas certaine.

Pour une part notable, c'est précisément contre cette tendance de l'opinion à donner à l'évènement toute son importance qu'a tenté de réagir la presse d'opposition de tendance Viêt-Minh de même que d'une manière cependant plus nuancée, certains organes français.

La ...

La première semble partagée entre deux soucis. En niant l'importance de la décision du 20 mai, ou en la subordonnant aux réalisations du nouveau gouvernement, elle entend, d'une part, rendre inopérants ou moins efficaces les efforts du nouveau gouvernement pour persuader la population et les partis de son indépendance à l'égard de la France - ou, du moins, des "colonialistes" - et de son autorité sur les partis intérieurs, sur lesquels il cherche à fonder son prestige.

Mais, en même temps, cette presse entend réserver ses positions. Son argumentation s'assouplit pour faire place à une attitude d'opposition plus indirecte et à plus longues vues : semblant concéder au nouveau gouvernement le bien-fondé de sa tentative d'accord avec la France, cette presse prétend lui imposer ses arguments, sous la forme de "conditions de succès", qu'elle définit comme l'accomplissement des vœux légitimes de la nation vietnamienne, auxquels il est supposé devoir se conformer. L'échec des négociations - conformément à un thème qui a été repris sans variantes depuis le temps des premiers pourparlers de M. CEDILE avec le Comité du Nambo, en passant par les Conférences de Dalat et de Fontainebleau, ne pourrait dès lors provenir que d'"un refus de la France de faire droit aux plus justes revendications vietnamiennes".

-ooOoo-

Si une partie de l'opinion publique de Saigon reste sensible à cette argumentation uniquement centrée sur un nationalisme intransigeant par ses formules, et cependant inféodé par une majorité de ses tenants et de ses avocats dans la presse, au Viêt-Minh, le nombre et l'importance des milieux qui échappent à cette influence s'est accru au cours des dernières semaines.

Le revirement soudain qui vient de se produire dans l'attitude de l'U.R.S.S. et sa tentative de rapprochement avec les E.U.A. semblent y être pour beaucoup. A la fin d'avril, les partisans du Viêt-Minh pouvaient encore opposer aux signes d'effondrement de ce parti l'argument désespéré des dirigeants communistes concrétisé par le mot d'ordre : "tenir jusqu'à la prochaine guerre mondiale". La perspective de celle-ci n'apparaît plus immédiate et le calcul semble dès lors aventureux.

Par là même s'éloigne l'éventualité d'un retour en force, appuyé par l'U.R.S.S. ou par les Communistes chinois, du prétendu "Gouvernement de la Résistance dirigé par HO CHI MINH". Les mois qui ont passé depuis que celui-ci a été refoulé hors des centres vitaux du Tonkin prennent ainsi plus d'importance, en faisant pressentir que le temps de ce révolutionnaire est révolu et que le champ reste d'autant plus libre pour d'autres hommes ...

hommes, que le Gouvernement Français fait preuve de fermeté dans sa volonté d'exclure le Viêt-Minh des négociations de paix.

Enfin, les persévérants efforts du Général NGUYEN VAN XUAN pour passer au premier plan, favorisés par la retraite de NGO DINH DIEM, ont abouti au moment où l'éloignement de HO CHI MINH devenait plus sensible, du fait des circonstances internationales.

La presse annamite elle-même, a paru ressentir la difficulté de faire admettre à l'opinion une attitude résolument hostile qu'il aurait fallu soutenir par un appel trop direct à la révolte ouverte en faveur d'un Viêt-Minh en réalité décapité par l'éloignement de son chef HO CHI MINH, seul capable de soutenir l'équivoque nationaliste derrière laquelle se retranche ce parti. Du moins, c'est avec une modération relative, que cette presse a poursuivi sa campagne, prenant les positions de repli définies ci-dessus, après l'opportune suspension des journaux les plus intransigeants.

Un signe de l'importance que prend cette tactique d'aterrissement adoptée par la presse d'opposition est fourni par le ton des critiques dirigées contre le Général XUAN. Sa personnalité est moins directement attaquée qu'elle ne l'a été, par le passé, de la part des mêmes milieux. On ne retrouve plus, dans la presse, les violentes accusations dont il fut l'objet lors de la constitution par lui du troisième gouvernement provisoire de la Cochinchine, ni, pour les soutenir, le rappel de sa double qualité de citoyen et de général français.

-ooOoo-

Partiellement, l'opinion publique, ne se sentant plus aiguillée par la presse vers l'opposition violente, a donc désarmé, à l'égard, sinon de la politique française, du moins de celle du Général NGUYEN VAN XUAN, dont elle attend les réalisations avant de se prononcer.

-ooOoo-

Ces observations ne sont cependant pas valables en ce qui concerne les deux tendances extrêmes, respectivement celle des partisans du Viêt-Minh, dont l'attitude a été définie par ce qui précède, et celle des "autonomistes".

Ces derniers restent opposés à la politique du Général XUAN et à la formation du Gouvernement central, dont ils ne peuvent ignorer qu'elle doit avoir pour effet de replacer le Gouvernement local et l'Assemblée de Cochinchine sur un plan de subordination.

Mais les inquiétudes et les colères qui ne manqueront pas ...

pas de se produire dans le clan autonomiste peuvent se trouver dans une certaine mesure atténuées par l'effet de désagrégation que paraît escompter chez eux la politique du Général XUAN, pour autant qu'il parviendra à attirer dans son parti plusieurs dirigeants "autonomistes" en leur faisant place dans le Gouvernement Central ou à d'autres postes.

On doit cependant s'attendre à des résistances au sein de l'Assemblée de Cochinchine, au cas où celle-ci se réunirait encore sous sa forme et sa composition actuelles. La violence de ces résistances peut être appréciée par contraste avec le ton exultant qu'ont pris dans certains journaux de l'autre bord, les journalistes chargés de la polémique à coups d'épingle, comme par exemple l'échotier du "Du-Luân" cité plus loin.

Des considérations analogues sont valables pour le clan NGO DINH DIEM, qui aurait consenti, avec son frère Mgr. NGO DINH THUC, à figurer parmi les "conseillers" du Gouvernement central, de même encore que du côté de M. NGUYEN PHAN LONG. On pouvait s'attendre, de la part de ce dernier, à une opposition violente contre un Gouvernement formé en dépit du "terpillage" qu'avait cru réaliser M. LONG en proposant son "Comité d'Etudes", mais il semble que de ce côté, l'action personnelle du Général XUAN lui ait acquis dans le moment une relative neutralité.

II.- Principaux articles de la presse vietnamienne.-

Le thème central de l'argumentation soutenue par la presse d'opposition lui a été fourni par les récentes déclarations de M. COSTE FLORET, Ministre de la France d'Outre-Mer. Tous les journaux annamites ont largement commenté son affirmation qu'un "traité de paix" (suivant le terme employé) pouvait bientôt intervenir. A cette affirmation, il est répondu qu'un tel traité resterait inefficace tant qu'il ne serait pas réellement satisfait aux "revendications légitimes" du peuple vietnamien, les journaux reprenant tous à leur compte, par d'abondantes citations, l'article de "Franc-Tireur" sur le même sujet. Le "Sông-Chung" en donne le 22 mai le résumé suivant:

"Dans tout ceci, il ne paraît rien y avoir qui doive rendre optimiste sur l'éventualité d'une paix. Car un traité de paix doit être un accord suspendant réellement les hostilités".

"Une déclaration, reprend le journal, "comme celle du Ministre de la France d'Outre-Mer annonçant la fin de la guerre devrait normalement réjouir. Mais tant de déceptions ont déjà été éprouvées par les Vietnamiens qu'ils ne peuvent plus croire qu'aux faits. La paix ne dépend pas de quelques paroles ...
"les ...

"paroles optimistes. Le traité devra satisfaire les vœux
"de la nation, c'est-à-dire reconnaître l'Indépendance du
"V.N. et établir les relations franco-annamites sur les
"bases de l'Égalité et de la Liberté".

"Les accords du 6 mars et du 14 septembre 1946 ont
"conduit à un échec parce qu'on était décidé de chaque
"côté à tromper son partenaire par une exécution "habile"
"des clauses des accords. On a tout mis en œuvre pour cela...
"jusqu'à la catastrophe."

L'attitude à double jeu de la presse vietnamienne d'op-
position est manifeste dans un éditorial du même journal
(numéro du 20 mai) intitulé : - "Responsabilité devant la
Nation et devant l'Histoire".

"On aurait pu craindre, écrit l'éditorialiste, en énon-
"çant d'abord la thèse d'opposition directe, qu'un Gouver-
"nement central constitué dans les conditions où fut formé
"celui du Général XUAN n'obtint pas la confiance populaire".
"Il invoque à ce sujet le fait que ce gouvernement a été
"constitué "dans les régions soumises à l'occupation françai-
"se". Mais, passant au second thème, il ajoute : - "Cepen-
"dant, si une organisation quelconque satisfaisait aux vœux
"du peuple, celui-ci est prêt à la soutenir. Il faut donc
"insister sur la responsabilité immense qui incombe au
"Gouvernement Central, du fait qu'il est un mur dressé en-
"tre la France et le Gouvernement de la Résistance, avec
"lequel le Cabinet SCHUMAN se refuse désormais, à négocier".

"Or, ce qui importe au peuple, c'est de savoir si ce
"Gouvernement sera assez fort pour mettre fin aux hosti-
"lités Franco-Vietnamiennes et réaliser l'Indépendance et
"l'Unité. Pour y parvenir, il devra comprendre des person-
"nalités de valeur, honnêtes, décidées à ne pas remplir
"le rôle passif d'organes administratifs, vides de toute
"réalité.

"A quoi devra s'ajouter la sincérité du côté français".

Plus nettement, le "Diên-Bao" reprend dans trois édi-
toriaux successifs le thème de la "sincérité française".

20 Mai. - "Sincérité finale.

"Tout le monde s'accorde à reconnaître que les hosti-
lités actuelles au Viêt-Nam constituent une guerre sans
"issue, dans laquelle les Vietnamiens luttent pour autre
"chose que pour expulser les Français.

"Ainsi, la formation du Gouvernement central sera de-
"main la démonstration de la sincérité finale des Vietnamiens:
"ils veulent un accord avec la France sur les bases de l'éga-
"lité et de ...

"de la liberté.

"Les Français seront-ils assez lucides pour saisir l'occasion unique qui leur est offerte de sortir du gouffre obscur où ils se débattent en commun avec les Vietnamiens depuis plus de deux ans ?"

21 Mai. - "Ni pessimisme, ni optimisme.

"D'une déception à l'autre, le peuple du V.N. contemple les événements avec méfiance... que ce soit HO CHI MINH aussi bien qu'un autre qui mène les négociations... La réussite ne dépend pas seulement des autorités vietnamiennes, mais aussi des bonnes dispositions des dirigeants français. L'heure des défis mutuels est passée. Il convient d'aboutir. Mais que l'attente soit réfléchie, sans inutile pessimisme ou optimisme.

"On ne pourra plus rejeter la faute sur les Vietnamiens si, une fois encore, les activités en vue de la paix des hommes politiques vietnamiens doivent à nouveau aboutir à un échec".

22 mai. - "Qu'on le veuille ou non.

Le V.N. estime l'éditorialiste, est encore une fois placé devant le fait accompli. "Un mur s'élève définitivement entre le Gouvernement HO CHI MINH. On pourra critiquer ou louer le nouveau gouvernement central... pour nous, restant dans la réserve, nous attendons que le temps apporte sa réponse. Nous espérons que les hommes politiques du nouveau Gouvernement feront leurs efforts pour réussir.

"On a déjà amplement blâmé les gouvernements des Quisling Vong Tsing Wei et autres et certainement les exemples qu'ils ont donnés serviront à inspirer au Gouvernement Central Provisoire nouvellement constitué la lucidité nécessaire pour éviter l'ornière ou d'autres ont versé avant lui".

Le "Saigon Mûi" dans des articles des 20 et 21 mai reprend le même thème, accuse les "colonialistes" de se contredire en voulant et le retour de la paix et le maintien de leur rêve de domination, puis, le 22, prend à demi parti contre le Gouvernement XUAN en ironisant sur la recherche d'une capitale à laquelle il n'aurait pas encore trouvé de solution.

L'ironie du "Dur-Luân" (dont le directeur est le fils de M. NGUYEN PHAN LONG) s'adresse par contre au "Nam Ky Quêc", dont son confrère le "Phuc Hing" vient de citer des "personnalités", faisant honneur à ce "pays". Le moment est mal choisi, puisque l'A.F.P. vient d'annoncer que l'accord THINH-CEDILE a cessé d'être en vigueur (citation d'ailleurs tendancieuse, puisqu'elle emprunte cette opinion aux déclarations faites en ce sens par le Général XUAN à propos des accords THINH-D'ARGENLIEU, à la suite de l'Assemblée du 20 mai, déclarations reproduites par l'A.F.P. et non pas données comme information originale).

-ooOoo-

Plus indirectement, mais non moins efficacement, cette même presse manifeste ses sentiments et tente de les faire partager à l'opinion, en persistant dans sa précédente attitude de protestation ...

protestation contre la politique française, non seulement en Indochine, mais dans les autres parties de l'Union Française, en n'accordant aux informations sur la constitution du nouveau Gouvernement qu'une place restreinte par comparaison à celle que tiennent dans ses colonnes les articles habituels sur les hostilités (entre troupes françaises et "armée vietnamienne"), sur le "terrorisme" et sur les "souffrances de la population", sur la politique de "collusion" entre le Gouvernement Français avec "les impérialistes", "colonialistes et capitalistes" (bien que, sur ce point, elle ait quelque peu baissé de ton), enfin, sur le communisme, dont l'éloge se dissimule au besoin sous celui de la "néo-démocratie".

A citer, dans les journées récentes :

- du "Viêt-Nam", 21 mai : des extraits d'une déclaration de M. CAVILLON, Président du "Club Républicain", affirmant que "de puissants mouvements nationalistes ont ébranlé les fondements de l'Empire Colonial. La notion d'Union Française doit garantir la satisfaction des revendications légitimes des peuples d'Outre-Mer".
- du "Du-Luân", 21 mai : place l'annonce d'une prochaine entrevue entre le "haut-Commissaire et l'ex-Empereur, sous un "gros titre" ainsi conçu : "D'après la presse de Paris, la moitié du Budget Indochinois est absorbée par les dépenses de police".- (Ce journal poursuit par ailleurs un récit romancé intitulé "La campagne à feu et à flammes", décrivant les souffrances de la population.
- du "Dân Thanh", 22 mai : Extraits sous "gros titre" du "China Mail", "journal anglais publié en Chine", exprimant la crainte que la France emploie la force armée pour reprendre les hostilités avec le Viet-Nam.- Le même numéro consacre un éditorial à une proposition de "Libération - Amnistie des prisonniers politiques", justifiant cette suggestion par l'argument classique que "tout changement de régime s'accompagne depuis l'antiquité d'une amnistie générale", mais en se gardant d'ajouter que celle-ci, le cas échéant, intervient après et non avant la pacification.- Le même numéro, encore, publie les "émouvantes paroles du Caporal MOTY Claude, et un article sous le "gros titre" suffisamment explicite: "Le Comité de Libération de l'Afrique du Nord et Abd-El-Krim attendent l'évolution de la situation au Viêt-Nam pour réclamer à la France la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie" (D'après le "South China Morning Post", de Hongkong du 5 mai).

III.- Presse française.-

Sous une certaine modération de ton, le "Populaire d'Indochine" et l'"Union Française" n'ont pas laissé d'exprimer les méfiances que leur inspire le Gouvernement central nouvellement constitué.

Sous ...

Sous la plume de M. BONVICINI, "Le Populaire" demande :-
Et maintenant, que nous réserve ce Gouvernement ?" et répond :

"L'avenir seul nous le dira. Cependant souhaitons de tout
"coeur que les auteurs de ce nouvel organisme réussissent à
"ramener la sécurité et la paix au V.N.

"Dans le cas contraire, il constituera entre l'Indochine
"et la France un instrument que l'une et l'autre ne se seraient
"donné que pour amener des difficultés nouvelles.

"D'ores et déjà, la conséquence immédiate de ce gouver-
"nement se concrétise en la disparition de l'autonomie de la
"Cochinchine. Celle-ci sera en effet administrée par un Cou-
"verneur Régional. Elle n'aura plus de ministres, mais des
"chefs de services qui auront cependant le titre de sous-se-
"crétaires d'Etat.

"Le nouveau Gouvernement formule déjà c-ertaines revend-
"cations :

"1.- Il ne veut pas être un état associé, mais un état allié.
"2.- Les consuls étrangers doivent être accrédités par lui.
"3.- Il demande ses propres agents consulaires dans les
"autres pays.

"4.- Un statut de dominion.

"5.- La reconnaissance du V.N. par les autres puissances
"etc...

"Ces desiderata... seraient facilement tolérables si la
"sécurité revenait.

"Car toute la question est là.. et uniquement là.

"Le Viet-Minh cessera-t-il désormais le terrorisme et la
"guérilla parce qu'un Gouvernement central a été conçu, monté
"dans les conditions que l'on sait ? Il y a en tout cas un fait
"qui a frappé d'abord : c'est que S.M. BAO DAI n'est pas le
"chef de ce gouvernement comme on s'y attendait.

"Il l'approuve, certes, mais il n'en est pas effectivement
"le président. Il a accordé son appui moral et se réserve pour
"l'avenir.

"Mais que nous réserve précisément cet avenir ? C'est le
"grand point d'interrogation.

"Quoiqu'il en soit, la personnalité du Général XUAN, sa mo-
"dération, sa probité, la tradition de discipline et d'honneur
"de sa carrière sont des gages sur lesquels on peut miser
"pour une meilleure amitié franco-vietnamienne."

M. Louis VAUCELLE, dans le même numéro, exprime plus net-
tement sa mauvaise impression. Après avoir indiqué les questions
qui se poseront, selon lui, au nouveau Gouvernement, et dont
les principales, après le choix de la capitale, sera celle qui
touche au sort du Gouvernement et de l'Assemblée de Cochinchine,
il demande si ces vdeux organismes disparaîtront purement et
simplement ou s'ils subsisteront avec des attributions et des
pouvoirs ...

pouvoirs amoindris. Le texte organique qui les a créés, estime-t-il, comme ceux que le Conseil de Cochinchine a élaborés lui-même, devront recevoir d'importantes modifications. Enfin, le nouveau Gouvernement devra recevoir pouvoirs et attributions et être soumis au contrôle d'une Assemblée constituante et législative. "Mais, tout cela, conclut-il, avec une visible mauvaise humeur, est inexistant, bien qu'on l'oublie... "La Cochinchine est colonie française, dont le Parlement français a seule qualité pour modifier le statut.

"Il est vrai que la France a déclaré elle-même par la voix de son Haut Commissaire ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures du Viêt-Nam. Il n'y a donc qu'à laisser le peuple vietnamien décider lui-même de sa propre organisation.

"On se demande même pourquoi les Français qui ne sont plus ici que des étrangers, s'inquiéteraient de savoir si ce qui se passe ici est légal ou illégal, conforme ou contraire aux règles du droit, sage ou non, raisonnable ou désordonné".

De son côté, M. de LACHEVROTIERE, dans "l'Union Française" consacre son éditorial du 21 mai à la même question, sous le titre : "L'Unité du V.N. est réalisée par le Gouvernement Central. Obtiendrons-nous le rétablissement de la paix et de la sécurité ?". Il n'y a là, estime-t-il, "un espoir, mais ce n'est pour le moment qu'un espoir, car l'Assemblée du 20 mai, elle-même, n'a pas parlé du rétablissement de la paix, ni de la sécurité, et n'a pas mentionné "l'Indépendance dans l'Union Française".

A la première satisfaction accordée aux Vietnamiens poursuit-il, devrait répondre chez eux un mouvement pour la paix, et l'attitude des bandes rebelles, au cours des semaines prochaines, devrait fournir à ce sujet des indications. Par contre :

"Rien ne servirait de traiter si aucune amélioration de la situation n'était à noter. A quoi bon en effet signer des accords alors que la rébellion se poursuivrait ou même serait intensifiée. Il appartiendra au nouveau gouvernement central de donner des preuves de son autorité morale en faisant déposer les armes aux nationalistes dont la France s'emploie à satisfaire les aspirations.

"Il est à souhaiter que cette unanimité des voix obtenue par le Général Kuan hier se répercute dans le pays et que le calme et la sécurité reviennent en cette Indochine que ruine une rébellion aujourd'hui sans objet puisque la France a admis un Gouvernement totalement vietnamien".

Seul, le "Journal de Saigon", dans son numéro du 21 mai, donne dans "Climats" sous la signature de M. Jules HAAG, sa note optimiste coutumière.

IV.- ...

IV.- Hymne national et drapeau du Viêt-Nam.-

D'une façon générale, l'adoption par le nouveau Gouvernement de la "Marche de la Jeunesse" (Thanh Niên Hành Khúc) comme hymne national du Viêt-Nam a donné satisfaction à l'opinion.

Le nouveau drapeau paraît généralement avoir déçu par sa neutralité relative ou bien parce qu'on n'en comprend pas bien le sens./.

LE CHEF DE LA SURETE FEDERALE EN COCHINCHINE,



Robert Frances

Robert FRANCES
Chef de la
Sûreté fédérale